



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Commerce • (Page 08)

L'Union européenne veut rendre l'OMC plus verte

Réformer et verdir l'OMC : telles sont les ambitions prononcées par l'Union européenne. La ...

Brésil

Le limogeage du patron de la bourse plombe Petrobras

Le groupe pétrolier a vu ses actions dévisser de 19% lundi, suite au licenciement de son dirigeant Roberto Castello Branco ... • (Page 08)

Recettes fiscales en 2020

L'OTR a mobilisé 652 milliards FCFA

• (Page 03)



• Commissaire Général de l'OTR, Philippe Kokou TCHODIE

Consommation

Un sondage pour évaluer le « Made In Togo »

Au Togo, une enquête vient d'être lancée en ligne afin de jauger la connaissance des produits ... • (Page 02)

Site touristique

Valoriser les hauts fourneaux de Bandjéli

Le gouvernement togolais s'apprête à valoriser le patrimoine national en pays Bassar, notamment, les hauts fourneaux si caractéristiques de cette région. Un ... • (Page 04)

Atteinte des ODD

Un forum régional explore la croissance verte inclusive

Le 7ème Forum régional africain pour le développement durable (FRADD2021) aura lieu du 1er au 4 mars 2021 en tant ... • (Page 06)

Projet EJV /Savanes 48 coachs en formation sur les AGR

48 coachs de la troisième vague sont à une séance d'échanges sur les Activités génératrices de revenus ... • (Page 11)

Conseil des Ministres

6,58 milliards de FCFA pour PASSCO 2

• (Page 05)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Consommation

Un sondage pour évaluer le « Made In Togo »

Au Togo, une enquête vient d'être lancée en ligne afin de jauger la connaissance des produits locaux par les Togolais et les habitudes de consommation desdits produits.



Alors que « le Made in Togo » se popularise, porté par des jeunes qui osent braver les difficultés pour se prendre en charge et les différents mécanismes d'accompagnement technique et financier, la question se pose de savoir si les Togolais s'intéressent véritablement aux produits togolais et s'ils en consomment. Et si oui, lesquels et quelle proportion de leur budget mensuel ils y allouent. A l'issue de ce sondage que mène la société « MADE IN TOGO », spécialisée dans la promotion des produits, services et innovations togolaises, l'idée est surtout « d'optimiser la vente

en ligne des produits locaux ». A ce jour, plusieurs plateformes digitales d'initiative privée ou institutionnelle proposent et commercialisent des produits fabriqués ou développés par des startup togolaises. Hormis, le portail web et la plateforme E-commerce de la société « MADE IN TOGO » qui favorisent l'accès des produits au marché il y a par exemple le site marchand « assiyeyeme » mis en place par la Société des Postes du Togo (SPT) qui commercialise en ligne le made in Togo. Difficile en revanche de dire quel est le retour d'expérience de leurs promoteurs.

Avec Togo First

Accès à l'eau potable

Lancement de travaux de forage dans les régions de la Kara et des Savanes

Des travaux de forage dans le cadre du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (PASSCO 2), devraient être lancés dans deux jours, le 26 février prochain.



L'information émane du ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise, qui a fait une présentation du projet, à la faveur du dernier conseil des ministres, ce mercredi 24 février 2021. Cette initiative, inscrite dans le cadre de la nouvelle feuille gouvernementale, veut notamment améliorer l'accès à l'eau

potable dans les localités ciblées. Il s'agira, concrètement, de faire passer à terme le taux de couverture en milieu rural, de 77% à 85% dans les régions de la Kara, et de 67% à 72% dans la région des Savanes. Plus globalement, au-delà des forages, le Projet veut notamment fournir du matériel hydraulique aux populations locales et les

former à leur maintenance. Les travaux sont menés par la société française, VERGNET HYDRO et son partenaire togolais, ECM SARL. D'un coût global de 6,58 milliards FCFA, le projet PASSCO 2 est appuyé notamment par la France, à travers son Agence de développement, l'AFD.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS...

Un grand ami du Togo...

Je me réjouis de la nomination de M. Makhtar Diop, grand ami du Togo, à la tête de la Société internationale financière Je lui adresse mes vives félicitations pour sa nomination historique au poste de Directeur Général de la SFI » a indiqué le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé sur son compte Twitter.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a donc adressé ce 19 février 2021 ses vives et chaleureuses félicitations à Makhtar Diop porté à la tête de la Société internationale financière (SFI).

Pour rappel, avant sa nomination, M. Makhtar Diop était Vice-président de la Banque mondiale (BM) chargé des infrastructures. L'homme a contribué au renforcement du partenariat entre l'institution de Breton Wood et notre pays notamment dans les domaines des infrastructures, l'économie numérique et la formation.

Membre du groupe de la Banque mondiale, la Société internationale financière (SFI) est la plus importante institution internationale d'aide au développement dont les activités sont essentiellement consacrées au secteur privé dans les pays en développement.

Le Togo bénéficie déjà d'un accompagnement constant de la SFI dans la mise en œuvre efficace des réformes économiques en vue d'une amélioration efficiente du climat des affaires et de la stratégie nationale d'électrification. L'institution financière a ouvert ses portes à Lomé le 9 juillet 2019.

M. Diop aura pour tâches principales d'approfondir et stimuler la stratégie « 3.0 » d'IFC, dont l'objectif est de favoriser la création de nouveaux marchés et mobiliser des capitaux privés à grande échelle, et de mettre en œuvre les engagements pris au titre du programme d'augmentation du capital d'IFC, qui comprennent notamment une hausse des investissements pour le climat et pour l'égalité hommes-femmes et un soutien accru aux pays en situation de fragilité, conflit et violence.

Il aura également pour mission de renforcer les liens entre IFC, la BIRD/IDA et la MIGA, en contribuant ainsi à l'accélération des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale en vue de stimuler le développement de ses pays clients.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Recettes fiscales en 2020

L'OTR a mobilisé 652 milliards FCFA

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a mobilisé 652 milliards FCFA de recettes pour le compte de l'année 2020 malgré à la crise sanitaire liée à la COVID-19 c'est qu'a révélé le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Philippe Kokou Tchodjie ce dimanche 21 février sur les écrans de la télévision Togolaise (TVT).

• Bernard AFAWOUBO

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a un impact négatif sur le rendement de tous les pays de par le monde. Au Togo en raison de ce contexte de crise sanitaire et des mesures de soutien économiques, les prévisions ont été revues à la baisse, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a tout de même mobilisé 652 milliards FCFA de recettes pour le compte de l'année 2020. Ces recettes mobilisées au cours de l'année 2020 est mieux par rapport à celles de l'année précédente où 28 milliards de moins ont été engrangés. A en croire le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Philippe Kokou TCHODIE, l'objectif est atteint et même dépasser et relève un taux de réalisation de 108%. « Nous avons réussi à atteindre et même dépasser les objectifs qui nous ont été assignés », a-t-il indiqué. Selon le premier responsable de l'Office, la contribution des recettes fiscales au budget national est attendue à hauteur de 528 milliards



• Commissaire Général de l'OTR, Philippe Kokou TCHODIE

FCFA pour le compte de l'année 2021. Aussi, la stratégie de mobilisation a d'ores et déjà été définie, à la faveur du traditionnel séminaire d'orientation de début d'année de l'institution. Promotion du civisme fiscal, tolérance zéro à la corruption, équité fiscale, poursuite de la politique de proximité avec

les populations et surtout gestion axée sur les résultats, constitueront la trame des actions de l'OTR au cours de cette nouvelle année. Il faut souligner que les recettes fiscales générées par l'institution ont progressé de 4,5% au cours de l'année 2020. Comparativement à celles de 2019, ou l'Office a mobilisé

642 milliards FCFA. Cette année l'OTR a mobilisé 652 milliards FCFA. Pour rappel, à l'apparition du premier cas de contamination de coronavirus au Togo en mars 2020, les autorités dans le but de protéger les populations sont contraintes de décréter un état d'urgence sanitaire. Cette situation a eu des répercussions

sur l'économie du pays. Ainsi, l'on a noté en avril 2020, que les recettes de l'Office Togolais des Recettes (OTR) ont connu une baisse. Soit « 14,8% en glissement annuel », rapporte Togo Business News.

Quelles sont les fonctions fondamentales de l'impôt ?

L'impôt a trois fonctions fondamentales notamment la fonction financière qui consiste à collecter des fonds destinés à financer les missions générales de l'Etat tel que son fonctionnement, l'accomplissement de ses missions régaliennes,

le financement des projets d'infrastructures de développement... ; la fonction économique qui permet de promouvoir l'économie nationale par une politique fiscale moderne efficiente et attractive pour les opérateurs économiques et les investisseurs ; et la fonction sociale qui relève de l'utilisation des recettes collectées par l'Etat en vue d'améliorer les conditions de vie des populations par la mise en place d'infrastructures sociales (routes, marchés publics, hôpitaux, écoles, universités ...) et la conduite d'une politique de lutte contre la pauvreté.



Alimentation scolaire

Le Togo vers l'atteinte du deuxième ODD

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a gagné le pari de faire du Programme d'alimentation scolaire, un accélérateur de l'éducation de qualité pour tous et un catalyseur du développement local inclusif. Ce qui représente un filet majeur de protection sociale et une politique d'atteinte au deuxième Objectif du développement durable (ODD).

• Vivien ATAKPABEM

Mis en œuvre depuis 2008, et renforcé en 2014, le mécanisme dispose d'un cadre juridique et institutionnel ouvrant ainsi la voie à sa pérennisation, ceci grâce aux résultats encourageants enregistrés. En effet, le Programme d'alimentation scolaire a fourni plus de 76 millions de repas à plus de 97.000 apprenants pour un coût de près de 22 milliards de FCFA, permettant ainsi de réduire sensiblement la faim et la malnutrition infantile dans les zones les plus vul-

nérables. Il a spécifiquement contribué à l'amélioration du taux de scolarisation de 9,4%. 315 écoles en sont bénéficiaires. Il est prévu un programme d'extension à 600 autres établissements scolaires au cours de la période 2020-2021, un nombre qui sera sensiblement porté à la hausse dans les prochaines années. Le Programme participe également à la promotion de l'économie locale et de l'inclusion sociale et financière dans les zones bénéficiaires, grâce une approche communautaire inclusive et endogène. A travers ce méca-



nisme, les jeunes et les regroupements de producteurs agricoles et transformateurs de produits locaux ont bénéficié des appuis du gouvernement pour développer l'agro-

industrie afin d'alimenter régulièrement en vivre les cantines scolaires. Somme toute, le Programme d'alimentation scolaire initié par le Chef de l'Etat représente

un filet majeur de protection sociale et une politique d'atteinte au deuxième Objectif du développement durable (ODD). Le Président de la République s'inscrit d'ores et déjà dans la dynamique de consolider les acquis de ce Programme, raison pour laquelle il s'est engagé à multiplier les efforts pour une meilleure amplification de l'impact de ces résultats engrangés et l'optimisation accrue de la contribution des différents partenaires nationaux et internationaux. Des dispositions idoines sont

également prises pour un encadrement efficace de ce mécanisme à travers l'opérationnalisation du cadre juridique portant modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire au Togo. D'autres initiatives ont été également mises en œuvre pour encourager les ménages les plus vulnérables à instruire leurs enfants, tout en leur offrant une éducation de meilleure qualité. Toutes ces mesures sont soutenues et encouragées par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé.

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Conseil des Ministres

6,58 milliards de FCFA pour PASSCO 2

Le ministre de l'eau et de l'hydraulique villageoise a présenté une communication relative au lancement officiel le 26 février prochain des travaux de forages du projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (PASSCO 2) au conseil des Ministres tenu ce 24 février 2021 à Lomé. Lire le compte rendu du Conseil des ministres.

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 24 FEVRIER 2021

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour à la Présidence de la République sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

Le Conseil a examiné, un (01) avant-projet de loi et écouté deux (02) communications.

I. Au titre de l'avant-projet de loi,

Le conseil a examiné les modifications additionnelles apportées à la loi du 29 décembre 2020 portant code du travail.

En effet, dans le but de renforcer la modernisation des relations sociales, le Gouvernement a souhaité apporter des modifications additionnelles notamment quant aux conditions et modalités de création des organisations syndicales ainsi qu'à l'exercice du droit de grève.

Ces propositions de modifications visent à promouvoir davantage le dialogue social et l'esprit de compromis au sein des entreprises ou secteurs d'activités. De plus, elles favorisent le développement d'un syndicalisme plus responsable afin de préserver les droits des salariés, l'activité économique et les emplois.

II. Au titre des communications,

Le conseil a entendu une communication relative à la ratification de la convention de 2010 sur les dommages liés au transport en mer de substances nocives et dangereuses (SNPD) présentée par le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière.

La convention SNPD innove en instituant un régime à deux (2) niveaux pour les indemnités versées à la suite de sinistres en mer portant sur des substances nocives et potentiellement dangereuses.

Le premier niveau est constitué par une assurance obligatoire contractée par les propriétaires de navires.

Lorsque l'assurance ne s'applique pas à un sinistre ou est insuffisante pour couvrir les demandes d'indemnisation, un deuxième niveau d'indemnisation sera assuré par un fonds constitué par les contributions versées par les réceptionnaires de SNPD.

Ainsi la ratification de la convention SNPD permettra aux victimes d'un sinistre lié à ce type de transport d'être indemnisées de façon complète y compris au plan international.

Le conseil a ensuite écouté une seconde communication relative au lancement officiel le 26 février des travaux de forages du projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (PASSCO 2) présentée par le ministre de l'eau et de l'hydraulique villageoise.

D'un coût global de 6,58 milliards de FCFA, le projet contribuera à l'atteinte des objectifs de la feuille de route du gouvernement en faisant passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77% à 85% dans les régions de la Kara et de 67% à 72% dans la région des Savanes.

Fait à Lomé, le 24 Février 2021

Le Conseil des Ministres

Site touristique

Valoriser les hauts fourneaux de Bandjéli

Le gouvernement togolais s'apprête à valoriser le patrimoine national en pays Bassar, notamment, les hauts fourneaux si caractéristiques de cette région. Un projet sera lancé prochainement dans ce sens par le ministère de la culture et du tourisme, apprend-on de source officielle.



• Nicole ESSO

L'initiative, soutenue par la France via le service de coopération et d'action culturelle de son ambassade, sera mise en œuvre en 2021 et 2022. Elle doit permettre de préserver le patrimoine culturel du pays Bassar, à travers le tourisme. La localité abrite en effet un des centres sidérurgiques les plus anciens et les plus importants d'Afrique de l'Ouest. Il rassemble des fours ayant servi à la réduction du minerai de fer, ainsi

que des vestiges de toute la chaîne opératoire. Une tradition culturelle et technique inventive qui a perduré pendant plus de deux millénaires, en s'exportant également au Burkina Faso, au Bénin et au Ghana via ce qui a été appelé "La Route de Fer". En dehors des fourneaux de Bandjéli, les danses du feu T'Bo sont également un autre marqueur identitaire du patrimoine Bassar. Bandjéli est une petite ville de la préfecture de Bassar, dans la Région de la Kara, dans le nord-ouest du Togo. Le

sol de Bassar, comme celui de Bandjéli recelait de minerais de fer qui ont été exploités très tôt par les populations locales. La région est réputée pour sa technique de la fonte et pour ses forgerons. Avant l'indépendance on recensait plus de 500 fourneaux dans la région. Dominée par des montagnes arides, sillonnée de rivières, la région de Bassar offre de splendides panoramas sur une zone de savanes arborées. La région est réputée pour être le centre de la culture des ignames. Chaque année la fête des ignames, "D'pontr/N'dack" (fête des moissons), marque le début d'une nouvelle année. La région recèle aussi de magnifiques hauts fourneaux qui attestent du travail ancestral du fer dans la région. Le gouvernement a donc vu juste.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 03/2021/AO/COM/UEMOA

* Date de Publication de l'avis : 22 janvier 2021 *

1. Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture et l'installation de matériel de visioconférence au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la fourniture et l'installation de matériel de visioconférence au profit de la Commission de l'UEMOA.

Ce matériel est constitué comme suit :

N°	Désignation	Quantité
1	Ordinateurs Portables Professionnel (Laptop)	17
2	Vidéo Projecteur	10
3	Système de visioconférence	15
4	Module de micro Rally supplémentaire	24

3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la fourniture et l'installation du matériel de visioconférence au profit des Organes de la Commission de l'UEMOA, objet du présent appel d'offres.
4. Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours calendaires. Les livraisons se feront à la Commission de l'UEMOA et dans les sept (07) bureaux de Représentation de l'UEMOA.
Le soumissionnaire ne pourra se voir attribuer le marché que s'il remplit les critères de qualification énumérés ci-dessus.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

1

380 Av. du Professeur Joseph KI - ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 Fax. : (226) 50 31 88 72
Email : commission@uemoa.int Sites Internet : www.uemoa.int et www.izf.net

NB : les soumissionnaires joindront à leurs offres, un reçu d'achat du dossier d'appel d'offres ;

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

6. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 26 février 2021 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 heures, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous:

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter:

- M. Brice SIB- Tel.: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 40.
Email : bsib@uemoa.int
- M. Abdoul Karim MAIKANO MAHAMANE Tel: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 64
Email: akmmahamane@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet

Adamou SOULEY



2

Atteinte des ODD

Un forum régional explore la croissance verte inclusive

Le 7ème Forum régional africain pour le développement durable (FRADD2021) aura lieu du 1er au 4 mars 2021 en tant qu'évènement hybride, compte tenu des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19 en cours. Les participants vont échanger sur le thème, « Mieux avancer : Vers une Afrique résiliente et verte pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 ».



● Joël YANCLO

Les trajectoires de croissance actuelles suggèrent que de nombreux pays ne parviendront pas à atteindre les ODD d'ici 2030 », déclaré, le 23 février 2021, Jean-Paul Adam, Directeur de la Division de la technologie, du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles, à la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Il a souligné l'importance de « rebâtir nos systèmes socio-économiques en tirant parti des opportunités qu'offrent les trajectoires de développement vert et sobre en carbone en vue de construire une Afrique résiliente, inclusive et durable ». C'est dans ce contexte que les délibérations du septième Forum régional africain pour le développement durable (FRADD2021) évolueront autour du thème, « Mieux avancer : Vers une Afrique résiliente et verte pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 ». Le Forum régional

est un évènement annuel de la CEA qui vise à faire progresser la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Il sert de plate-forme multipartite pour le suivi et l'examen des progrès et des défis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, tout en renforçant l'apprentissage et la promotion de mesures et d'actions politiques efficaces. M. Adam fait remarquer que si nous voulons nous assurer que « personne ne se soit laissée pour compte », une approche globale de la société est nécessaire ainsi que des efforts concertés et ambitieux pour transformer notre monde au cours des 10 prochaines années offertes par la Décennie d'action pour réaliser les ODD. Le FRADD2021 aura lieu du 1er au 4 mars 2021 en tant qu'évènement hybride, compte tenu des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19 en cours. Celle-ci continue de

démasquer et d'exacerber les vulnérabilités, les lacunes et les inégalités profondément enracinées dans les pays. En Afrique, en particulier, elle a mis à rude épreuve la résilience sociale, économique, politique et environnementale des pays, imposant un lourd tribut aux pauvres et aux plus vulnérables et mettant en péril des décennies de progrès durement acquis en matière de développement. « La crise de COVID-19 se déroule dans un contexte de changement climatique et de perte de biodiversité jusqu'ici invisible », affirme M. Adam qui souligne également que la crise climatique ne doit pas être traitée différemment des crises sanitaire et économique provoquées par la pandémie car « les trois crises et leurs solutions sont interconnectées ». Le changement climatique coûte généralement aux pays africains entre 2 et 5% du PIB. Le continent a perdu environ 3,9 millions d'hectares de forêts annuellement - plus que tout autre continent - entre 2010 et 2020.

Finance

Akon va lancer sa cryptomonnaie

Apporter plus de sécurité dans le système monétaire africain. Tel est l'objectif visé par Akon avec l'Akoin. Le chanteur et businessman sénégalais a lancé une phase de test en partenariat avec Baanx. Il s'agit d'une banque est-africaine spécialisée dans les cryptomonnaies. En cas de bons résultats, l'Akoin sera déployée à travers toute l'Afrique.

Celui-ci sera la pierre angulaire d'un écosystème qui impactera positivement les communautés locales. Elles devraient avoir accès à une gamme de services financiers, des applications décentralisées et des outils dédiés aux entrepreneurs désireux de développer leurs affaires. Les gouvernements aussi en profiteront dans le cadre de la lutte contre l'hyperinflation les contraignant parfois à limiter les services financiers pour de nombreuses personnes. L'Akoin sera adossée à une carte de débit



qui permettra de réaliser des achats partout dans le monde. Les utilisateurs pourront recharger leur portefeuille via la passerelle de paiement Baanx dans une plateforme qui relie les services financiers traditionnels fiat et des actifs numériques. De plus, ils pourront immédiatement

convertir leurs actifs numériques en fiat, et vice-versa. A noter que la création de l'Akoin avait été annoncée au cours de l'année 2018. Elle sera la monnaie d'Akon City, la ville intelligente que le chanteur est en train de construire au Sénégal.

Avec afriqueitnews.com

Technologie

L'Afrique ne compte que 3 « Tech Challengers »

Jumia, M-Pesa et Takealot. Ce sont les trois seules entreprises africaines qui figurent dans le rapport « Tech Challengers » du Boston Consulting Group. Une situation peu flatteuse pour le continent, surtout au regard de la pléthore de sociétés asiatiques qui y ont trouvé leur place. Cependant, même si la quantité fait défaut à l'Afrique, la qualité est au rendez-vous.

En effet, les challengers africains grandissent 11 fois plus vite que les entreprises du S&P 500. Des entreprises technologiques se créent également en Afrique à un rythme 2,5 fois plus élevé qu'aux États-Unis. Le paysage est en train de changer et ces trois champions ne sont peut-être que les premiers de nombreux challengers technologiques africains à venir. Pour rappel, Jumia a débuté en tant que plateforme e-commerce avant d'intégrer à son portefeuille les réservations d'hôtel (Ju-



mia Travel), la livraison de nourriture (Jumia Food) ou encore les paiements (Jumia Pay). On estime que plus de 78 % des achats en ligne en Afrique ont été effectués via Jumia. Le Kényan M-Pesa est le plus célèbre de service

mobile money du continent. Takealot est une plateforme e-commerce sud-africaine qui doit son succès à ses 2 500 et ses près de 2 millions d'acheteurs.

Avec afriqueitnews.com

Sénégal

Nouvelle législation sur les PPP

Au Sénégal, l'Assemblée nationale a adopté ce lundi 22 février, un nouveau cadre juridique relatif aux partenariats publics privés (PPP). Cette initiative vise essentiellement à mettre en place un cadre juridique sécurisé et innovant, ceci pour lancer l'opérationnalisation du plan de relance économique post Covid-19, dénommé Plan Ajusté et Accélééré (PAP2A).



Dans son communiqué final, le ministère de l'Economie du plan et de la Coopération, a souligné que ce texte permettra d'avoir un cadre juridique flexible. Ce qui permettra, souligne le document de sécuriser les investissements et favoriser la réalisation rapide

de projets PPP de qualité et créateurs d'emplois. Le nouveau cadre juridique relatif aux PPP est marqué par plusieurs innovations majeures. Il s'agit d'instaurer un cadre juridique unifié pour l'ensemble des projets PPP (délégation de service public et contrats de partenariat),

de rationaliser le cadre institutionnel afin de simplifier les procédures et éviter les incompatibilités, de généraliser l'évaluation préalable à tous les projets PPP et de mettre un dispositif de suivi et de contrôle des PPP renforcé, entre autres. Pour rappel, chaque pays peut adopter une loi sur les PPP relatives à ses orientations politiques. Concernant l'Afrique, plusieurs pays adoptent des lois et réglementations qui régissent l'ensemble des PPP, y compris les concessions ou autres modes de délégations de service public.

Avec financialafrik.com

Côte d'Ivoire

JESA remporte plusieurs appels d'offres du MCA

JESA a annoncé, le 24 février 2021, avoir remporté des Ordres de Services supplémentaires dans le cadre de la mise en œuvre de la sous-composante infrastructure « Collèges de proximité », suite à la reconnaissance du travail effectué par JESA dans le cadre des Ordres de Service 1 et 2 remportés en janvier 2020, et à la confiance qui lui est accordée en ce sens.

Ces Ordres de Services nouvellement remportés consistent en l'adaptation de plans-types sur des sites retenus (OS3) contenant les plans d'exécution et de synthèse ainsi que les suivis et contrôles de l'exécution des travaux de Collèges (OS4).

Ordres de Service n°2bis, 3 et 4 (Région de San Pedro – Lot II.1) :

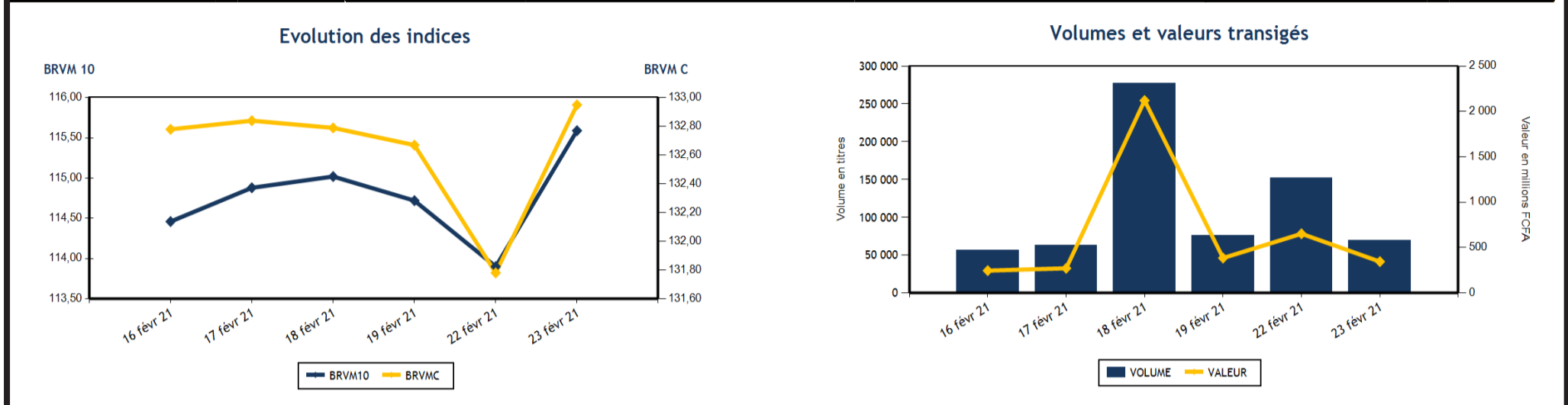
Dans le cadre des OS 1 et 2, JESA a effectué la réalisation d'études techniques et de conception nécessaires à la réalisation du programme MCA de construction de

collèges de proximité à San Pedro, ainsi qu'une Mission Spécifique de Diagnostic pour la sélection et l'évaluation des sites proposés dans la Région de San Pedro. Pour les Ordres de Services 2bis, 3 et 4 remportés en février 2021, JESA s'est vu octroyer les missions suivantes : L'évaluation de 6 nouveaux sites proposés par les Communautés. L'adaptation des plans types d'Avant-Projet Détaillé (APD) aux 8 sites retenus, avec des études techniques, PGESSS, PAR ou PRMS lorsque requis, un DCE complet et des études d'exécution et de synthèse. La durée des prestations pré-

vue est de 3 mois par sous-lot (2 de 4 collèges chacun). Le suivi et Contrôle de l'exécution des travaux y compris réception des travaux et des équipements. Il s'agira d'une mission OPC d'une durée de 12 mois par sous-lot, qui comprendra des composantes telles que : – Le suivi et contrôle de l'exécution des contrats de travaux ; – Le suivi et contrôle de l'application des PGESSS et des clauses Environnementales et Sociales pendant les travaux ; – L'assistance aux opérations de réception provisoire et de réception définitive.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	115,59	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE mardi 23 février 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	132,95
Variation Jour	↑ 1,48 %		Variation Jour	↑ 0,89 %
Variation annuelle	↓ -11,68 %		Variation annuelle	↓ -8,54 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 001 103 343 521	0,89 %
Volume échangé (Actions & Droits)	43 318	-69,07 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	81 698 396	-84,52 %
Nombre de titres transigés	35	-7,89 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	10	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	690	6,98 %	115,63 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 985	4,86 %	-1,36 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 670	2,69 %	-1,11 %
SICABLE CI (CABC)	1 180	2,61 %	16,83 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 250	2,46 %	11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 285 932 042 301	0,00 %
Volume échangé	26 375	111,20 %
Valeur transigée (FCFA)	263 605 920	111,18 %
Nombre de titres transigés	9	50,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	7	75,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	3 025	-6,92 %	34,44 %
SITAB CI (STBC)	700	-6,04 %	32,08 %
SAPH CI (SPHC)	1 705	-5,28 %	21,79 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 350	-3,23 %	-9,70 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 730	-1,84 %	-0,53 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,19	0,13 %	8,11 %	3 784	6 263 350	74,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	364,61	1,61 %	-11,17 %	4 524	21 721 705	8,57
BRVM - FINANCES	15	54,58	1,04 %	-9,02 %	20 300	34 196 441	6,16
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	0,00 %	-6,30 %	150	217 500	6,25
BRVM - AGRICULTURE	5	100,61	-3,77 %	16,26 %	6 777	14 617 575	8,30
BRVM - DISTRIBUTION	7	192,90	-0,29 %	-14,81 %	7 783	4 681 825	12,11
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	0,00 %	0,00 %	0	0	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,66	
Taux de rendement moyen du marché	8,26	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,01	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	87	
Volume moyen annuel par séance	159 528,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	981 353 846,73	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,06	
Ratio moyen de satisfaction	14,28	
Ratio moyen de tendance	1 353,04	
Ratio moyen de couverture	7,39	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	3,48	
Nombre de SGI participantes	27	


Définitions


Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
BP 2805 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77


BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 820 Ouagadougou 01
Tél : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3822 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 90
Fax : (225) 20 32 47 77


GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau,
Avenue Pinau Nalima
CP 18 Bissau
Tél : (463) 320 16 52 Fax : (463) 320 16 02


MALI
Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya
B.P. E. 1360 - Bamako
Tél : (223) 44 98 18 10
Fax : (223) 44 98 18 11


NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la coopération
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 66 47


SENEGAL
7, rue Jean Mérimée
BP 6006 Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08


TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble 023 Togo
BP 3262 Lomé
Tél : (228) 22 81 23 16
Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Commerce

L'Union européenne veut rendre l'OMC plus verte

Réformer et verdifier l'OMC : telles sont les ambitions prononcées par l'Union européenne. La Commission propose notamment que de futurs accords commerciaux soient conditionnés au respect de l'accord de Paris de 2015.

L'UE va placer la lutte contre le réchauffement climatique au cœur de ses échanges extérieurs et pèsera de tout son poids en faveur d'une réforme de l'OMC, selon la nouvelle stratégie commerciale européenne dévoilée jeudi par Bruxelles. Face aux « défis » de l'après-pandémie, « la politique commerciale doit soutenir pleinement les transformations écologiques et numériques de notre économie », a déclaré Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne.

Piloter le commerce européen

L'exécutif européen, qui conduit la politique commerciale des Vingt-Sept, souhaite par ailleurs « prendre la tête des efforts mondiaux de réforme » de l'Organisation mondiale du commerce, a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Dans cette stratégie destinée à piloter le commerce européen sur la prochaine décennie, la Commission propose que de futurs accords commerciaux soient conditionnés au respect de l'accord de Paris de 2015 sur le climat - une exigence faisant défaut à de précédents accords signés par l'UE. Les questions environnementales et climatiques sont déjà au cœur des réticences de plusieurs Etats européens concernant la ratification de l'accord de libre-échange entre le Mercosur



(Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et l'UE, face aux craintes de déforestation massive dans l'Amazonie.

Rééquilibrage des échanges mondiaux
Bruxelles entend aussi affirmer son indépendance face aux superpuissances commerciales que sont les États-Unis et la Chine, en déployant un multilatéralisme actif notamment en direction de l'Inde et des pays africains. Aux yeux de l'UE, le rééquilibrage des échanges mondiaux passe par une révision profonde de l'OMC (164 membres), paralysée par le désengagement des États-Unis, Washington accusant la Chine de pratiques abusives et jugeant les règles de l'organisation insuffisantes pour y remédier. La récente nomination de la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, qui prendra le 1er mars la tête de l'OMC, « représente l'occasion de prendre un nouveau départ », estime la Commission.

Mécanisme pour

garantir les accords

De même, les Européens tablent sur une coopération plus approfondie avec l'administration Biden après quatre années de relations houleuses en raison des politiques protectionnistes de l'ex-président Donald Trump. L'UE a également assuré jeudi qu'elle mettrait en place des mécanismes pour garantir dans ses accords commerciaux que les entreprises n'aient pas recours au travail forcé - sujet particulièrement sensible après la signature par Bruxelles en décembre d'un accord d'investissement controversé avec la Chine. La ratification de cet accord s'annonce difficile, le Parlement européen s'y montrant farouchement hostile en raison des atteintes aux droits de l'homme imputées à Pékin et de la situation de la minorité musulmane ouïghoure, victime selon des ONG et Etats occidentaux, d'une politique d'internement de masse et de travail forcé.

(AFP)

Entreprises

Les dividendes mondiaux ont moins chuté que prévu en 2020

Selon une étude de Janus Henderson, les deux tiers des entreprises dans le monde ont réussi à augmenter ou maintenir leurs dividendes. L'impact de la pandémie a été moins sévère que la crise financière mondiale de 2008.

Les dividendes mondiaux ont baissé de 12,2% en 2020 pour atteindre 1255 milliards de dollars (environ 1129 milliards de francs), une chute toutefois moins forte qu'attendu grâce à un quatrième trimestre salvateur, selon une étude publiée lundi. Malgré le contexte sanitaire, les deux tiers des entreprises dans le monde ont réussi à augmenter ou maintenir leurs dividendes, indique le rapport du gestionnaire d'actifs Janus Henderson. Une société sur huit a néanmoins complètement annulé ses dividendes et une sur cinq les a réduits. « L'impact de la pandémie sur les dividendes a suivi la tendance d'une récession classique et son incidence a été, à l'échelle internationale,

moins sévère que les suites de la crise financière mondiale » de 2008, pointe l'étude. Sur le seul quatrième trimestre, les dividendes mondiaux ont diminué (-9,4%) moins fortement que prévu, plusieurs sociétés ayant notamment rétabli intégralement ou partiellement leur versement. D'importants écarts ont été constatés d'une région à l'autre et entre les différents secteurs d'activité.

La Suisse s'en sort bien

Ainsi, en Amérique du Nord, les dividendes ont augmenté de 2,6% pour atteindre « un nouveau record » (546 milliards de dollars (environ 492 milliards de francs), soit quasiment la moitié du total mondial) en 2020, notam-

ment parce que les sociétés ont protégé leurs dividendes en suspendant ou en réduisant, à la place, les rachats d'actions, explique l'étude. Le géant américain des logiciels Microsoft est devenu le plus important payeur de dividendes au monde en 2020. La Chine, Hong Kong et la Suisse ont également tiré leur épingle du jeu tandis que la moitié des réductions de dividendes dans le monde en 2020 a concerné l'Europe. Et pour cause: à la demande des régulateurs en 2020, le secteur bancaire européen avait dû stopper un temps la distribution de dividendes. La même interdiction avait été faite au Royaume-Uni.

(AFP)

France / Logement

Les aides publiques poursuivent leur repli

Entre 2017 et 2019, les aides au logement ont diminué de 4,5 milliards d'euros, selon une étude du ministère de la Transition écologique. Le secteur de la construction reste le grand perdant.



• Les aides au logement, accordées à la personne (locataires, propriétaires occupants) et à la construction, sont en forte diminution. (Shutterstock)

La décreuse se poursuit. Les aides au logement, celles accordées à la personne (locataires, propriétaires occupants) et celles octroyées à la construction, ont diminué de 4,5 milliards d'euros au total entre 2017 et 2019, pour s'établir à 38,5 milliards. Une glissade de plus de 11,5 % sur trois ans qui ramène la part de la dépense publique dans ce secteur à 1,6 % du PIB, selon une récente étude du ministère de la Transition écologique basée sur les chiffres du rapport du Compte du Logement 2019. C'est plus d'un demi-point de moins qu'en 2010, année où ces aides ont atteint leur pic avant de décroître presque sans interruption. Cette évolution est cependant loin d'être la même selon les destinataires de ces aides, dont l'Etat est le principal payeur avec une contribution de 30,1 milliards d'euros. Les prestations sociales, qui composent la majeure partie (16,7 milliards sur 22,2 milliards) du soutien public aux « consommateurs de service de logement », ont reculé de 1,8 % en 2019. Cette baisse succède à la chute (-5,8 %) observée un an plus tôt et liée

Brésil

Le limogeage du patron de la bourse plombe Petrobras

Le groupe pétrolier a vu ses actions dévaliser de 19% lundi, suite au licenciement de son dirigeant Roberto Castello Branco par le président Bolsonaro.

Les actions du groupe pétrolier Petrobras ont plongé de plus de 19% lundi à l'ouverture de la Bourse de São Paulo, lors de la première séance après l'annonce du limogeage de son dirigeant par le président brésilien Jair Bolsonaro. À 15 h (heure suisse), les actions ordinaires de la compagnie publique brésilienne plongeaient de 19,39%, contre 18,89% pour les actions préférentielles,

à la diminution de 5 euros de l'allocation de logement familiale (ALF), de l'aide personnalisée au logement (APL) et de l'allocation de logement sociale (ALS), ainsi qu'à la baisse des APL dans le parc social.

Des prestations sociales en recul

« Le nombre de bénéficiaires de ces trois aides est en repli en 2019 (-0,4 %, après +1,0 %) », détaille l'étude. La diminution est très forte chez les propriétaires occupants : -11,1 % après un recul de 6,5 % en 2018. La croissance du nombre de locataires qui les perçoivent également ralentit (+0,4 %, après +1,6 %). Les autres prestations augmentent plus ou moins intensément. L'aide sociale à l'hébergement (ASH), dédiées aux personnes dépendantes ou en situation de précarité, a crû de 1,5 % en 2019 pour atteindre 2,5 milliards. La dépense liée au chèque énergie monte en flèche. Elle a atteint 0,7 milliard d'euros, soit 0,4 milliard de plus en un an. Un bond en avant imputable à la nette revalorisation du chèque, passée de 150 euros en 2018 à 200 euros l'année suivante. Côté construction,

l'évolution des aides est beaucoup plus contrastée. Les subventions d'investissement, chiffrées à 2,1 milliards en 2019, continuent de baisser (-3,9 %), « confirmant la tendance à la baisse observée depuis 2011 (-7,8 % en moyenne par an) », observe l'étude. La tendance affecte principalement le secteur du logement neuf, destinataire de 57 % des aides, en majorité dans le locatif social. En revanche, les aides pour travaux, après deux années de baisse, sont en forte hausse (+12,1 % en 2019). Celles délivrées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat opèrent à elles seules un bond de 28,6 %. Des aides pour travaux qui représentent désormais 38,8 % de ces subventions à l'investissement. Les collectivités locales en étaient le premier contributeur il y a un an, devant l'Etat. Peut-être plus pour très longtemps. Dans le cadre du plan de relance, le gouvernement a mis 2 milliards d'euros supplémentaires sur la table et sur deux ans en faveur de MaPrimeRénov, la principale aide à la rénovation du parc de logements privés.

Avec Les Echos

Ingérence dans l'économie du pays

Le limogeage de Roberto Castello Branco et la désignation d'un général de la réserve, Joaquim Silva e Luna, ex-ministre de la Défense, pour le remplacer, avaient ensuite été annoncés par le chef de l'État sur les réseaux sociaux, quelques heures après la fermeture des marchés.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier

Journée marquée par la chance qu'il vous faudra saisir à pleines mains dès qu'elle se présentera. Une sorte de prémonition, sous forme de rêve ou de pressentiment, vous en avertira en temps opportun. Ne soyez pas étourdi ou désabusé.

Taureau

Cette position de Saturne laisse entendre que la chance financière ne sera pas de votre côté pour le moment. Cela ne veut pas dire que vous serez automatiquement confronté à des difficultés pécuniaires. En revanche, cette configuration indique que si vous agissez sans précaution, si vous dépensez trop ou si vous vous lancez dans des opérations risquées, la chance pourrait vous lâcher. Vous devrez donc rester très prudent.

Gémeaux

Des problèmes matériels, vous en aurez quelques-uns, comme tout le monde ; mais ils seront sans gravité. D'ailleurs, cette fois, vous aurez la possibilité de réaliser une opération des plus fructueuses. Avant la fin de la journée, quelques-uns d'entre vous obtiendront une substantielle prime quelconque. Voilà qui vous permettra d'améliorer sensiblement votre pouvoir d'achat.

Cancer

Sur le plan matériel, prenez le maximum de garanties et de précautions pour éviter les mauvaises surprises que vous réservera un environnement astral assez agressif. Halte à la fantaisie débridée et au laisser-aller béat que vous affichez assez volontiers de temps à autre. Si vous vous mordez le doigt, vous ne devrez-vous en prendre qu'à vous-même et non aux astres, car on vous aura prévenu !

Lion

Malgré vos terribles envies actuelles de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Cela est plus facile à dire qu'à exécuter, bien entendu ! Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque ! Si vous commettez des imprudences aujourd'hui, les conséquences en seront extrêmement graves et votre avenir immédiat ne sera plus qu'un cauchemar.

Vierge

Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous vieilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

Balance

Votre équilibre financier sera satisfaisant. Certes, ce ne sera pas le Pérou ; mais si vous évitez de vous lancer sur un coup de tête dans un achat ruineux, vous pourriez parvenir à faire quelques économies. Pris d'un accès de sagesse, certains d'entre vous pourraient carrément envisager pour l'avenir une gestion plus régulière de leur budget.

Scorpion

Puisque vous avez dépensé sans compter, et en plus pour des gadgets qui ne servent pas à grand-chose, vous vous trouverez dans une situation financière difficile et aurez des remords très pénibles.

Sagittaire

Votre vie matérielle sera sans nuages. Amélioration de vos rentrées mensuelles ou meilleur train de vie. Ceux qui avaient auparavant des problèmes financiers auront toutes les chances de les résoudre de manière satisfaisante. Ceux qui ont des dettes pesantes s'en verront délivrés et pourront commencer à faire de vraies économies. Vous serez bien inspiré dans vos transactions financières diverses. Même la pratique d'un violon d'Ingres permettra à certains d'en tirer des profits appréciables.

Capricorne

Uranus sera contre vous et vous obligera à des dépenses répétées et conséquentes. Prudence donc sur toute la ligne ; pas de folies d'aucune sorte ; tenez bien serrés les cordons de votre bourse. Pour ceux qui entament une procédure de divorce, il faudra s'attendre à des discussions musclées sur les sujets financiers, les partages immobiliers.

Verseau

Évitez les dépenses inutiles. N'ouvrez pas facilement votre bourse et n'achetez que ce qui est indispensable. Résistez à l'envie de toujours faire de nouvelles acquisitions matérielles. "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire" (B. Franklin).

Poissons

Quels que soient vos engagements du moment, ils ne pourront pas nuire à votre situation financière. Celle-ci se portera bien, et vous offrira même de nouvelles perspectives très alléchantes.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois

QUITUS FISCAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRIQUE IDENTIFIANT LE CONTRIBUABLE : 27 809342000

DATE DE DÉCLARATION : 20210201

Le Contribuable des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE
NOM DES PERSONNES PHYSIQUES : [] / SOCIÉTÉ : []
RÉGIME FISCAL : []
RÉGIME DOUANIER : []
ACTIVITÉ PRINCIPALE : []
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ACTIVITÉ : []
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ACTIVITÉ : []

ADRESSE
RÉGION : NANGUISSA
COMMUNE : GANAN
NOM DE LA RUE : []
BOÎTE POSTALE : 22015123
PAYS : TOGO

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Général de Direction
B.P. 8201
Lomé

Fait à Lomé, le 05/01/2021

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRIQUE IDENTIFIANT LE CONTRIBUABLE : 27 809342000

DATE DE DÉCLARATION : 20210201

Le Contribuable des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE
NOM DES PERSONNES PHYSIQUES : [] / SOCIÉTÉ : []
RÉGIME FISCAL : []
RÉGIME DOUANIER : []
ACTIVITÉ PRINCIPALE : []
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ACTIVITÉ : []
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : []
NATURE DE L'ACTIVITÉ : []

ADRESSE
RÉGION : NANGUISSA
COMMUNE : GANAN
NOM DE LA RUE : []
BOÎTE POSTALE : 22015123
PAYS : TOGO

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Général de Direction
B.P. 8201
Lomé

Fait à Lomé, le 05/01/2021

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.



Projet EJV /Savanes**48 coachs en formation sur les AGR**

48 coachs de la troisième vague sont à une séance d'échanges sur les Activités génératrices de revenus (AGR) des jeunes bénéficiaires des Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) du 24 au 26 février 2021.



Après deux (2) mois de suivi et accompagnement des jeunes bénéficiaires de la subvention pour le démarrage ou l'extension de leurs AGR, l'Antenne régionale d'ANADEB Savanes a organisé une rencontre à l'endroit des coachs pour un mini bilan à mi-parcours. L'objectif de cette rencontre est de présenter le niveau d'accompagnement des jeunes (par les coachs et le Cabinet en charge de leur suivi), partager les difficultés rencontrées et chercher ensemble des approches de solutions et ensuite définir de nouvelles bases et orientations pour la bonne réussite de cette composante qui est très importante dans la mise en œuvre du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV). Dans le but d'améliorer les compétences des jeunes travailleurs bénéficiaires du projet EJV, individuellement ou collectivement, dans le cadre du démarrage ou l'extension de leurs activités génératrices de revenus (AGR), l'ANADEB s'est proposé de former des facilitateurs sélectionnés sur l'approche formation en développe-

ment d'affaires (FoDA). Ces facilitateurs ont formé à leur tour les jeunes bénéficiaires du projet EJV sur l'approche FoDA. Cette formation a été sanctionnée par l'élaboration des plans d'affaires (PA) à ces jeunes sur la base des AGR identifiés de manière participative. Ces jeunes sont accompagnés par les facilitateurs FoDA appelés (coachs) ayant totalisé le plus grand nombre de jeunes subventionnés à raison de 25 jeunes au maximum par coachs pour une bonne réussite de leur AGR. Notons que pour la première vague, 44 coachs ont accompagné 999 jeunes de 20 premiers villages pendant six mois sous la supervision du cabinet Syl consult et de l'ONG RAFIA. Pour la deu-

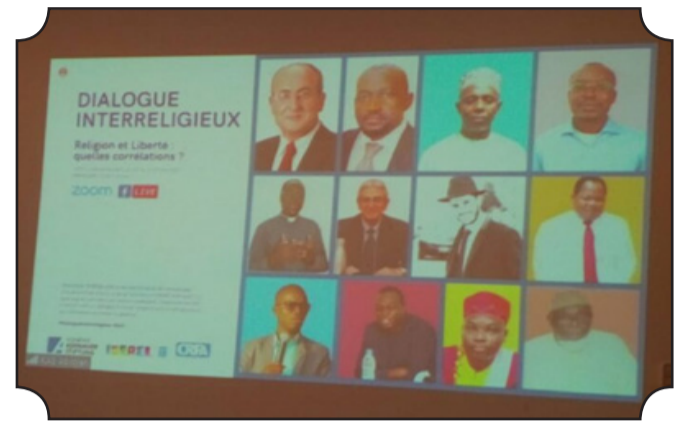
xième vague, 27 coachs ont accompagné 611 jeunes dans 11 villages et cette troisième vague, 48 coachs accompagnent 1078 jeunes pour 16 villages. L'Activité génératrice de revenus (AGR) est la composante 2 du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV) dont l'objectif est de soutenir les bénéficiaires qui ont achevé avec succès les activités de la composante 1, pour le lancement ou à l'expansion d'une activité génératrice de revenus (à travers une subvention et l'accès au mentorat). Cette composante est financée à hauteur de 1,5 milliards de FCFA par la Banque mondiale sur le plan national.

Avec ANADEB

**Dialogue Interreligieux****Quatre pays ouest-africains présents au rendez-vous d'Abidjan**

Quatre pays de la sous-région (Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Togo) ont répondu du présent à la quatrième édition du « Dialogue Interreligieux » (une initiative de la Fondation Konrad Adenauer bureau d'Abidjan en collaboration avec l'Ambassade d'Israël en Côte d'Ivoire et le Centre de Recherche Politique d'Abidjan) ouvert ce mardi dans la capitale ivoirienne. La réunion aborde la corrélation entre la religion et la liberté.

Cette réunion sous-régionale se déroule de façon virtuelle. La pandémie du nouveau coronavirus Covid-19 oblige. Elle rassemble, grâce à la technologie, des représentants du gouvernement, des institutions de la république, des représentants de confession religieuse (catholique, musulmane, évangélique, judaïque), etc. « Religion et liberté : Quelle corrélation ? », C'est le thème retenu cette année. Objectif : lutter contre l'extrémisme religieux. « La régularité de la tenue de ce colloque, en fait de mon point de vue, est une institution bien établie qui œuvre incontestablement pour le vivre-ensemble entre les communautés et à la coexistence pacifique entre les religions », a déclaré la ministre



ivoirienne de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, Mariétou Koné, qui a ouvert les travaux. Cette première journée a été marquée par trois grands panels suivis d'échanges : « La religion face à la confiscation des libertés individuelles et collectives dans une société pluraliste » ; « Pratique religieuse et respect des libertés

fondamentales » ; « Liberté et religion : quelle perspective dans le contexte d'une société numérique ». Pendant deux jours, il sera donc question pour les participants de réfléchir sur l'apport notable de la pratique religieuse pour la préservation de la liberté individuelle et collective, le vivre-ensemble et la cohésion sociale.

Avec icilome.com

Manchester United**Solskjaer réagit à la rumeur Haaland**

À 20 ans, Erling Braut Haaland n'est déjà plus une révélation. Auteur de 27 buts en 25 rencontres cette saison pour son troisième exercice en tant que footballeur professionnel, le buteur du Borussia Dortmund est un monstre de régularité, et sa cote ne fait que grimper.

Nul doute que l'avant-centre norvégien serait l'un des agitateurs de ce prochain mercato estival. Annoncé dans le viseur des plus grands clubs européens, dont Manchester United, l'actuel entraîneur des Reds Devils Ole Gunnar Solskjaer a répondu à cette rumeur, sans démentir un possible intérêt. « Je ne peux pas parler parce qu'il est à Dortmund et c'est irrespectueux de trop en parler. Tout le monde dirait qu'on prend les meilleurs joueurs du monde... on lui souhaite juste bonne chance au BVB, alors voyons ce que la vie nous réserve



● Erling Haaland bejubelt den Derby-Sieg gegen Schalke (4:0) ©Maxppp

plus tard». En signant à Old Trafford, Haaland rejoindrait donc son ancien coach, qu'il avait connu à l'époque où il évoluait à Molde en première division norvégienne.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56